

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE QUÉBEC  
DIVISION N° : 01 - Montréal  
COUR N° : 500-11-049142-157  
DOSSIER N° : 41-2016258  
BUREAU N° : 937350-1000001

COUR SUPÉRIEURE  
Chambre commerciale

**DANS L'AFFAIRE DE LA  
PROPOSITION DE :**

**INDUSTRIES COVER INC.**, personne morale dûment  
constituée selon la loi, ayant un établissement au  
63, chemin Saint-Laurent, Baie-Saint-Paul, Québec,  
G3Z 2L5

Personne insolvable

– et –

**RESTRUCTURATION DELOITTE INC.**  
(Jean-Christophe Hamel, CPA, CA, CIRP, responsable  
désigné) ayant un établissement au 1190, avenue des  
Canadiens-de-Montréal, bureau 500, Montréal,  
Québec, H3B 0M7

Syndic

**DEUXIÈME RAPPORT DE SURVEILLANCE DU SYNDIC SUR L'ÉTAT DES  
AFFAIRES ET DES FINANCES DE LA PERSONNE INSOLVABLE  
(Sous-alinéa 50.4(7)b)(ii) et paragraphe 50.4(9) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*)**

Je, soussigné, Jean-Christophe Hamel, CPA, CA, CIRP, de Restructuration Deloitte Inc. (« **Deloitte** »), syndic agissant dans l'affaire de l'avis d'intention de déposer une proposition d'Industries Cover Inc. (« **Cover** » ou la « **Société** »), personne insolvable, fais rapport au Tribunal des principales observations relatives aux affaires et aux finances de la personne insolvable dégagées dans le cadre de son obligation de surveillance prévue au sous-alinéa 50.4(7)b)(ii) de la Loi.

1. Dans le cadre de la préparation de ce rapport, nous nous sommes appuyés sur des informations financières auditées et non auditées, les registres de Cover, les projections financières préparées par sa direction ainsi que sur des discussions avec les employés et la direction de la Société. Nous n'avons pas procédé à un audit, à un examen ou à toute autre forme d'attestation des informations qui nous ont été fournies, et nous n'exprimons pas d'opinion à leur égard.

## **INDUSTRIES COVER INC.**

Deuxième rapport de surveillance du syndic

Le 23 septembre 2015

---

2. Cover est une société se spécialisant dans la fabrication de produits en verre, principalement (mais pas exclusivement) des unités de verre isolant, qui sont vendus à des fabricants de fenêtres (industriel, commercial et résidentiel).
3. La Société a déposé un avis d'intention de faire une proposition le 16 juillet 2015. Deloitte a consenti à agir à titre de Syndic à l'avis d'intention.
4. Cover a déposé, le 13 août 2015, une requête en prorogation de délai en vertu du paragraphe 50.4(9) de la Loi. Ladite requête a été accordée par M<sup>e</sup> Chantal Flamand, registraire, et, par le fait même, le délai pour déposer la proposition concordataire a été prorogé pour une période additionnelle de 45 jours, soit jusqu'au 27 septembre 2015.
5. Le présent rapport aborde les sujets suivants :
  - a. Les activités du Syndic depuis le 16 juillet 2015;
  - b. Les activités de Cover du 8 août au 18 septembre 2015;
  - c. La demande par Cover d'une prorogation de la période de suspension des procédures;
  - d. La recommandation du Syndic.

### **ACTIVITÉS DU SYNDIC**

6. Le 17 juillet 2015, le Syndic a expédié à tous les créanciers connus de la personne insolvable une copie de l'avis d'intention de faire une proposition.
7. L'état de l'évolution prévue de l'encaisse a été préparé par la Société pour la période du 16 juillet au 4 septembre 2015 et a été déposé auprès du séquestre officiel en date du 17 juillet 2015, avec le rapport de la personne insolvable et le rapport du Syndic, conformément au paragraphe 50.4(2) de la Loi.

### **ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ**

8. Le 13 août 2015, la Cour a approuvé la vente des actions détenues par Cover dans Thermos Rive-Nord Inc. à 9309-2286 Québec Inc. (pour plus de détails sur la vente des actions de Thermos Rive-Nord, veuillez vous reporter au Rapport du syndic sur la vente d'une partie des actifs du débiteur daté du 12 août 2015 qui est disponible sur le site Internet du Syndic). Le 14 août 2015, la vente des actions de Thermos Rive-Nord Inc. a été conclue et les recettes de la vente ont été encaissées (dans le compte en fidéicommiss des conseillers juridiques de Cover) par Cover.
9. Le 26 août 2015, la Cour a approuvé la vente de la quasi-totalité des actifs de la Société à Novatech Group Inc. (« **Novatech** ») (pour plus de détails sur la vente de la quasi-totalité des actifs de la Société à Novatech, veuillez vous reporter au Rapport du syndic sur la vente des actifs du débiteur daté du 25 août 2015 qui est disponible sur le site Internet du Syndic). Le 31 août 2015, la vente à Novatech a été conclue et les recettes de la vente ont été encaissées (dans le compte en fidéicommiss du Syndic) par Cover.
10. À la suite de la vente des actifs de la Société et avant le remboursement des créanciers garantis de la Société, le Syndic a fait effectuer une revue légale des sûretés (qui n'avaient pas été octroyées par une ordonnance de la Cour) par ses conseillers juridiques.

**INDUSTRIES COVER INC.**

Deuxième rapport de surveillance du syndic

Le 23 septembre 2015

11. Le 17 septembre 2015, la Cour a approuvé la requête pour directives et ordonnance relative au traitement des réclamations déposées par Cover et Deloitte. Cette requête prévoit et détaille un processus d'identification et d'évaluation des réclamations avant le dépôt d'une proposition, le tout afin de permettre à Cover de connaître et de juger du quantum des réclamations non liquidées avant que ne soit rédigée une proposition concordataire équitable et dont la formulation et le nombre de classes pourraient varier selon le résultat du processus d'identification et d'évaluation des réclamations. Conformément à cette ordonnance, des avis (qui incluront un formulaire de preuve de réclamation ainsi que des instructions aux créanciers) seront envoyés par Deloitte aux créanciers avant le 25 septembre 2015. Une copie du formulaire de preuve de réclamation ainsi que des instructions aux créanciers qui seront incluses dans l'avis aux créanciers sont d'ailleurs joints à l'annexe A du présent rapport.
12. Les résultats réels pour la période du 8 août au 18 septembre 2015 sont décrits à l'annexe B du présent rapport. Le solde d'encaisse indique 7 537 k\$ au 18 septembre 2015. Les encaissements, provenant principalement de la vente des différents actifs de la Société, ont totalisé 10 083 k\$. Les débours, quant à eux, ont inclus principalement le remboursement des créanciers garantis de 1 518 k\$, le remboursement du prêteur intérimaire de 476 k\$, le paiement des frais professionnels de 265 k\$, les paiements de salaires et de retenues à la source de 196 k\$, les paiements des frais relativement au chef de la restructuration de 34 k\$ et les débours à divers fournisseurs pour des services variés de 59 k\$.

<b>Sommaire des résultats réels</b>	
<b>(8 août 2015 au 18 septembre 2015)</b>	<b>(\$000)</b>
<b><i>Recettes</i></b>	<b>10,083</b>
<b><i>Débours</i></b>	
Remboursement des créanciers garantis	1,518
Remboursement du prêteur intérimaire	476
Frais professionnels	265
Salaires et retenues à la source	196
Chef de la restructuration	34
Divers	59
	<b>2,548</b>
<b><i>Variation de l'encaisse projetée</i></b>	<b>7,535</b>
<b><i>Solde d'encaisse - Début</i></b>	<b>2</b>
<b><i>Solde d'encaisse - Fin</i></b>	<b>7,537</b>

13. Aucun retard important n'a été noté en ce qui a trait au respect des paiements se rapportant aux obligations de la Société pour la période subséquente à la date du dépôt de l'avis d'intention de faire une proposition à ses créanciers.

**INDUSTRIES COVER INC.**

Deuxième rapport de surveillance du syndic

Le 23 septembre 2015

---

14. Vous trouverez à l'annexe C, l'état de l'évolution prévue de l'encaisse révisé par la Société pour la période du 19 septembre au 13 novembre 2015. L'état de l'évolution de l'encaisse révisé de la Société démontre que la Société aura suffisamment de fonds afin de respecter les obligations qu'elle prévoit contracter au cours de la période de prorogation de délai demandée.

**PROROGATION**

15. La Société a signifié au Syndic son intention de procéder à une requête pour une extension de délai du dépôt de la proposition à ses créanciers, conformément au paragraphe 50.4(9) de la Loi, jusqu'au 11 novembre 2015, afin de lui permettre de compléter/entamer le processus d'envoi et de traitement de preuves de réclamation tel qu'il est prévu dans l'Ordonnance rendue par la Cour le 17 septembre 2015.

**RECOMMANDATION**

16. Le Syndic est d'avis que les motifs stipulés dans la requête présentée par la Société pour une prorogation jusqu'au 11 novembre 2015 sont raisonnables.
17. En se basant sur ses discussions avec les représentants de Cover, le Syndic estime que la Société a agi et continue d'agir de bonne foi et avec diligence.
18. Le Syndic est d'avis, et ce, selon les motifs allégués dans la requête, que les créanciers ne subiront pas de préjudices comparativement à la situation existante au moment du dépôt de l'avis d'intention.

FAIT À MONTRÉAL, le 23 septembre 2015.

RESTRUCTURATION DELOITTE INC.  
Syndic agissant dans l'affaire de la proposition de  
Industries Cover Inc.



Jean-Christophe Hamel, CPA, CA, CIRP

# ANNEXE A

<input type="checkbox"/>	O	_____
<input type="checkbox"/>	P	_____
<input type="checkbox"/>	G	_____

## PREUVE DE RÉCLAMATION

(article 50.1, paragraphes 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 81.5, 81.6, 102(2), 124(2) et 128(1) et alinéas 51(1)e) et 66.14b) de la Loi)

### dans l'affaire de la proposition de Industries Cover Inc.

de Baie-Saint-Paul, province de Québec et de la réclamation de \_\_\_\_\_, créancier.  
JE, \_\_\_\_\_ (nom du créancier ou du représentant) de \_\_\_\_\_ (ville et province)

CERTIFIE CE QUI SUIIT :

1. Je suis le créancier de la débitrice susnommé (ou je suis) \_\_\_\_\_ (poste ou fonction)  
de \_\_\_\_\_ (nom du créancier).

**Expédier tout avis ou toute correspondance concernant la présente réclamation à l'adresse suivante :**

Téléphone : \_\_\_\_\_ Télécopieur : \_\_\_\_\_ Courriel : \_\_\_\_\_

2. Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par la présente formule.
3. La débitrice était, à la date du dépôt de l'avis d'intention, soit le 16 juillet 2015, endettée envers le créancier et l'est toujours, pour la somme de \_\_\_\_\_ \$, comme l'indique l'état de compte (ou l'affidavit ou la déclaration solennelle) ci-annexé et désigné « Annexe A », après déduction du montant de toute créance compensatoire à laquelle la débitrice a droit. (L'état de compte ou l'affidavit ou la déclaration solennelle annexé doit faire mention des pièces justificatives ou de toute autre preuve à l'appui de la réclamation.)
4. (Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises)
- ( ) A. RÉCLAMATION NON GARANTIE AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
(Autre qu'une réclamation d'un client visée par l'article 262 de la Loi).  
En ce qui concerne cette créance, je ne détiens aucun avoir de la débitrice à titre de garantie et (Cochez ce qui s'applique) :  
( ) Pour le montant de \_\_\_\_\_ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité. (Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire.)  
( ) Pour le montant de \_\_\_\_\_ \$, je ne revendique pas de droit à un rang prioritaire.
- ( ) B. RÉCLAMATION DU LOCATEUR SUITE À LA RÉSILIATION D'UN BAIL, AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 65.2(4) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après. (Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)
- ( ) C. RÉCLAMATION GARANTIE AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs de la débitrice, à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à \_\_\_\_\_ \$, et dont les détails sont mentionnés ci-après : (Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez, et annexe une copie des documents relatifs à la garantie.)
- ( ) D. RÉCLAMATION D'UN AGRICULTEUR, D'UN PÊCHEUR OU D'UN AQUICULTEUR AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.2(1) de la Loi pour la somme impayée de \_\_\_\_\_ \$.  
(Veuillez joindre une copie de l'acte de vente et des reçus de livraison.)
- ( ) E. RÉCLAMATION D'UN SALARIÉ AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
( ) J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.3(8) de la Loi (faillite) au montant de \_\_\_\_\_ \$.  
( ) J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.4(8) de la Loi (séquestre) au montant de \_\_\_\_\_ \$.
- ( ) F. RÉCLAMATION D'UN EMPLOYÉ RELATIVE AU RÉGIME DE PENSION AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
( ) J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.5 de la Loi (faillite) au montant de \_\_\_\_\_ \$.  
( ) J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.6 de la Loi (séquestre) au montant de \_\_\_\_\_ \$.

( ) G. RÉCLAMATION CONTRE LES ADMINISTRATEURS AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
(À compléter lorsque la proposition vise une transaction quant à la réclamation contre les administrateurs.)  
J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après : (Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

( ) H. RÉCLAMATION D'UN CLIENT D'UN COURTIER EN VALEURS MOBILIÈRES FAILLI AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
J'ai une réclamation en tant que client en conformité avec l'article 262 de la Loi pour des capitaux nets, dont les détails sont mentionnés ci-après : (Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

5. Au meilleur de ma connaissance, je suis lié (ou je ne suis pas lié) (ou le créancier susnommé est lié) (ou le créancier susnommé n'est pas lié) à la débitrice selon l'article 4 de la Loi, et j'ai (ou je n'ai pas) (ou le créancier susnommé a) (ou le créancier susnommé n'a pas) un lien de dépendance avec la débitrice. (Biffez les choix ne correspondant pas à votre situation.)
6. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus de la débitrice, les crédits que j'ai attribués à celui-ci et les opérations sous-évaluées selon le paragraphe 2(1) de la Loi auxquelles j'ai contribué ou été partie intéressée au cours des trois mois (ou, si le créancier et la débitrice sont des « personnes liées » au sens du paragraphe 4(2) de la Loi ou ont un lien de dépendance, au cours des douze mois) précédant immédiatement l'ouverture de la faillite, telle que définie au paragraphe 2(1) de la Loi. (Donnez les détails des paiements, des crédits et des opérations sous-évaluées.)

(Applicable seulement dans le cas de la faillite d'une personne physique.)

( ) Je demande qu'une copie du rapport dûment rempli par le syndic quant à la demande de libération du failli, en conformité avec le paragraphe 170(1) de la Loi, me soit expédiée à l'adresse susmentionnée.

FAIT À \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
(signature et nom du témoin)

\_\_\_\_\_  
(signature du créancier qui est une personne physique)

– ou –

\_\_\_\_\_  
(nom du créancier qui est une personne morale)

\_\_\_\_\_  
(signature et nom du témoin)

\_\_\_\_\_  
(signature, nom et poste ou fonction du représentant)

**REMARQUES :** Si un affidavit ou une déclaration solennelle est joint à la présente formule, il doit avoir été fait devant une personne autorisée à recevoir des affidavits ou des déclarations solennelles.

Lorsqu'une copie du présent avis est envoyée par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

**AVERTISSEMENTS :** Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128(3) de la Loi, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie.

Le paragraphe 201(1) de la Loi prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.

## PROCURATION GÉNÉRALE

(paragraphe 102(2) et alinéas 51(1)e) et 66.15(3)b) de la Loi)

DANS L'AFFAIRE DE LA PROPOSITION DE : **INDUSTRIES COVER INC.**, personne insolvable

Je (ou nous), \_\_\_\_\_ (nom du créancier ou du représentant), de \_\_\_\_\_ (ville et province),  
créancier dans l'affaire susmentionnée, nomme \_\_\_\_\_

de \_\_\_\_\_ mon fondé de pouvoir à tous égards dans l'affaire susmentionnée,  
sauf la réception de dividendes, celui-ci étant habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place (ou n'étant pas habilité à nommer un autre  
fondé de pouvoir à sa place).

FAIT À \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
(signature et nom du témoin)

\_\_\_\_\_  
(signature du créancier qui est un individu)

– ou –

\_\_\_\_\_  
(nom du créancier qui est une personne morale)

\_\_\_\_\_  
(signature et nom du témoin)

\_\_\_\_\_  
(signature, nom et poste ou fonction du représentant)

**CETTE FEUILLE DE RENSEIGNEMENTS EST FOURNIE  
AFIN DE VOUS AIDER À REMPLIR LE FORMULAIRE DE PREUVE DE RÉCLAMATION**

- La preuve de réclamation doit être signée par la personne qui la remplit.
- La signature du réclamant doit être attestée par un témoin.
- Indiquer l'adresse complète où tout avis et correspondance doivent être expédiés.
- Le montant sur le relevé de compte doit correspondre au montant réclamé sur la preuve de réclamation.

**PARAGRAPHE 1 DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION**

- Le créancier doit fournir la raison sociale complète de la société ou de l'entreprise.
- Si la personne qui complète la preuve de réclamation n'est pas le créancier lui-même, elle doit préciser son poste ou sa fonction.

**PARAGRAPHE 3 DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION**

- Un relevé de compte détaillé ainsi que les factures s'y rapportant doivent accompagner la preuve de réclamation.

**PARAGRAPHE 4 DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION**

- Les créanciers doivent compléter ce paragraphe en fonction de la nature de leur réclamation.

**PARAGRAPHE 5 DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION**

- Le réclamant doit indiquer s'il est ou n'est pas lié au débiteur, au sens de la définition de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité. Encercler, souligner ou biffer les mots « sont » ou « ne sont pas » selon le cas.

**PARAGRAPHE 6 DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION**

- Le réclamant doit fournir une liste détaillée identifiée « B » de tous les paiements reçus et/ou crédits accordés, soit :
  - au cours des trois mois précédant la faillite ou la proposition, dans le cas où le réclamant et le débiteur ne sont pas liés.
  - au cours des douze mois précédant la faillite ou la proposition, dans le cas où le réclamant et le débiteur sont liés.



<input type="checkbox"/>	O	_____
<input type="checkbox"/>	P	_____
<input type="checkbox"/>	G	_____

## PROOF OF CLAIM

(Section 50.1, subsections 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 81.5, 81.6, 102(2), 124(2), 128(1), and paragraphs 51(1)(e) and 66.14(b) of the Act)

### in the matter of the proposal of Cover Industries Inc.

Of Baie-Saint-Paul, Province of Quebec and the claim of \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_, creditor.

I, \_\_\_\_\_ (name of creditor or signing officer) of \_\_\_\_\_ (city and province)

DO HEREBY CERTIFY:

1. That I am a creditor of the above-named debtor (or that I am) \_\_\_\_\_ (position or title)  
of \_\_\_\_\_ (name of creditor or signing officer).

**All notices or correspondence regarding this claim must be forwarded to the following address:**

**Phone:** \_\_\_\_\_ **Fax:** \_\_\_\_\_ **E-mail:** \_\_\_\_\_

2. That I have knowledge of all the circumstances connected with the claim referred to below.
3. That the debtor was, at the date of the notice of intention the July 16, 2015, and still is, indebted to the creditor in the sum of \$ \_\_\_\_\_, as specified in the statement of account (or affidavit or solemn declaration) attached and marked "Schedule A" after deducting any counterclaims to which the debtor is entitled. (The attached statement of account, or affidavit or solemn declaration must specify the vouchers or other evidence in support of the claim.)
4. **(Check and complete appropriate category)**
- ( ) A. UNSECURED CLAIM OF \$ \_\_\_\_\_.  
**(Other than as a customer contemplated by Section 262 of the Act)**  
That in respect of this debt, I do not hold any assets of the debtor as security and **(Check appropriate description):**  
( ) Regarding the amount of \$ \_\_\_\_\_, I claim a right to a priority under section 136 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*. **(Set out on an attached sheet details to support priority claim.)**  
( ) Regarding the amount of \$ \_\_\_\_\_, I do not claim a right to a priority;
- ( ) B. CLAIM OF LESSOR FOR DISCLAIMER OF A LEASE OF \$ \_\_\_\_\_.  
That I hereby make a claim under subsection 65.2(4) of the Act, particulars of which are as follows: **(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based.)**
- ( ) C. SECURED CLAIM OF \$ \_\_\_\_\_.  
That in respect of this debt, I hold assets of the debtor valued at \$ \_\_\_\_\_ as security, particulars of which are as follows: **(Give full particulars of the security, including the date on which the security was given and the value at which you assess the security, and attach a copy of the security documents.)**
- ( ) D. CLAIM BY FARMER, FISHERMAN, OR AQUACULTURIST OF \$ \_\_\_\_\_.  
That I hereby make a claim under subsection 81.2(1) of the Act for the unpaid amount of \$ \_\_\_\_\_.  
**(Attach a copy of sales agreement and delivery receipts.)**
- ( ) E. CLAIM BY WAGE EARNER OF \$ \_\_\_\_\_.  
That I hereby make a claim under subsection 81.3(8) of the Act (bankruptcy) in the amount of \$ \_\_\_\_\_.  
That I hereby make a claim under subsection 81.4(8) of the Act (receivership) in the amount of \$ \_\_\_\_\_.
- ( ) F. CLAIM BY EMPLOYEE FOR UNPAID AMOUNT REGARDING PENSION PLAN OF \$ \_\_\_\_\_.  
That I hereby make a claim under subsection 81.5 of the Act (bankruptcy) in the amount of \$ \_\_\_\_\_.  
That I hereby make a claim under subsection 81.6 of the Act (receivership) in the amount of \$ \_\_\_\_\_.



**THIS INFORMATION SHEET IS SUPPLIED  
IN ORDER TO ASSIST YOU IN COMPLETING THE PROOF OF CLAIM FORM**

- The proof of claim must be signed by the individual completing the form.
- The signature of the claimant must be witnessed.
- Give the complete address where all notices and correspondence are to be forwarded.
- The amount on the statement of account must agree with the amount claimed on the proof of claim.

**PARAGRAPH 1 OF THE PROOF OF THE CLAIM**

- Creditor must state full and complete legal name of company or firm.
- If the person completing the proof of claim is not the creditor himself, he must state his position or title.

**PARAGRAPH 3 OF THE PROOF OF THE CLAIM**

- A detailed statement of account together with supporting documentation must accompany the completed proof of claim.

**PARAGRAPH 4 OF THE PROOF OF THE CLAIM**

- The claimant must tick the appropriate paragraph and must provide information as requested.

**PARAGRAPH 5 OF THE PROOF OF THE CLAIM**

- The claimant must indicate whether he is or is not related to the debtor, as defined in the *Bankruptcy and Insolvency Act*, by encircling, underlining or striking out “are” or “are not” as the case.

**PARAGRAPH 6 OF THE PROOF OF THE CLAIM**

- The claimant must attach a detailed list marked “B” of all payments received and/or credits granted, as follows:
  - within the three months preceding the bankruptcy or the proposal, in the case where the claimant and the debtor are not related;
  - within the twelve months preceding the bankruptcy or the proposal, in the case where the claimant and the debtor are related.

# **ANNEXE B**

**Cover Industries Inc.**  
**Actual versus budgeted cash flow**  
**For the period from August 8 to September 18, 2015**

	<u>Budget</u> <u>(\$000)</u>	<u>Actual</u> <u>(\$000)</u>	<u>Favorable</u> <u>(Unfavorable)</u> <u>(\$000)</u>	
<b>Receipts</b>				
DIP financing & Sale proceeds (Note 1)	482	9,907	9,425	<i>(Note 1)</i>
Other	58	176	118	<i>(Note 2)</i>
	<u>540</u>	<u>10,083</u>	<u>9,543</u>	
<b>Disbursements</b>				
Secured lenders reimbursements	-	1,518	(1,518)	<i>(Note 3)</i>
DIP lender reimbursement	-	476	(476)	<i>(Note 3)</i>
Key employees' salaries	57	102	(45)	<i>(Note 4)</i>
Deductions at source	42	94	(52)	<i>(Note 4)</i>
Security	30	17	13	
Hydro-Québec	22	2	20	
Insurance	-	-	-	
Professional fees	260	265	(5)	
Other	32	40	(8)	
Chief Restructuring Officer	60	34	26	
	<u>503</u>	<u>2,548</u>	<u>(2,045)</u>	
<b>Projected bank balance variation</b>	<b>37</b>	<b>7,535</b>	<b>7,498</b>	
<b>Bank balance - beginning</b>	<u>2</u>	<u>2</u>	<u>-</u>	
<b>Bank balance - ending</b>	<u>39</u>	<u>7,537</u>	<u>7,498</u>	<i>(Note 5)</i>

**Note 1:**

The favorable variance is mainly due to the receipt of the sale proceeds related to the sale of the Company's shares in Thermos Rive-Nord Inc. and to the sale of almost all of its assets to Novatech Group Inc. The favorable variance was partially offset by lower receipts from DIP financing due to the lower needs for such financing during the period.

**Note 2:**

The favorable variance is mainly due to the unbudgeted receipt of \$107K from the sale of the former president's life insurance policy.

**Note 3:**

The unfavorable variances are due to the reimbursement of the DIP lender and the secured lenders earlier than anticipated, reimbursements which were funded by the receipts of the sale proceeds.

**Note 4:**

The unfavorable variances are mainly due to the payments of two key employees' retention packages earlier than originally budgeted (due to the sale of almost all of the Company's assets which also closed earlier than anticipated).

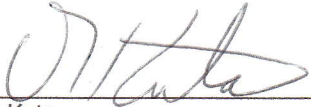
**Note 5:**

Ending bank balance is higher than budgeted mostly due to the collection of the sale proceeds related to the sale of the Company's shares in Thermos Rive-Nord Inc. and to the sale of almost all of its assets to Novatech Group Inc. Please note that the ending bank balance (as of September 18, 2015) includes funds held in trust with the Trustee (\$6,884K), held in trust with the Company's legal counsel (Stikeman) (\$538K), and held in the Company's operating bank account (\$115K).

# ANNEXE C

**Cover Industries Inc.**  
**Statement of receipts and disbursements**  
**For the period from September 19, 2015 to November 13, 2015**

	Period from 19/09/15 to 13/10/15
	(\$000)
<b>Receipts</b>	
Other	53
	<u>53</u>
<b>Disbursements</b>	
GST/QST reimbursement	420
Key employees's salaries	16
Insurance	8
Professional fees	230
Other	2
	<u>676</u>
<b>Projected bank balance variation</b>	<b>(623)</b>
<b>Bank balance - beginning</b>	<b>7,498</b>
	<u>7,498</u>
<b>Bank balance - ending</b>	<b>6,875</b>
	<u>6,875</u>

  
\_\_\_\_\_  
Dave Kuta  
Chief restructuring officer  
Cover Industries Inc.

This statement of projected cash flow of Cover Industries Inc., prepared in accordance with Subsection 50.4(2) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, should be read in conjunction with the Trustee's Report.

September 23, 2015

Deloitte Restructuring Inc.

  
\_\_\_\_\_  
Jean-Christophe Hamel, CPA, CA, CIRP  
Trustee

**Cover Industries Inc.**  
**Eight-week period projected cash flow**

Week ending (C\$)	1 25-Sep	2 2-Oct	3 9-Oct	4 16-Oct	5 23-Oct	6 30-Oct	7 6-Nov	8 13-Nov	Total (8 weeks)
<b>Cash receipts</b>									
Other (Note 1)	-	-	-	-	-	-	31	22	53
	-	-	-	-	-	-	31	22	53
<b>Cash disbursements</b>									
GST/QST reimbursement	420	-	-	-	-	-	-	-	420
Key employees' salaries	2	2	2	2	2	2	2	2	16
Insurance	-	-	-	8	-	-	-	-	8
Professional fees	20	30	20	30	20	30	40	40	230
Other (Note 2)	-	2	-	-	-	-	-	-	2
	442	34	22	40	22	32	42	42	676
<b>Net cash flow</b>	(442)	(34)	(22)	(40)	(22)	(32)	(11)	(20)	(623)
<b>Cash position - Opening (Note 3)</b>	<u>7,498</u>	<u>7,056</u>	<u>7,022</u>	<u>7,000</u>	<u>6,960</u>	<u>6,938</u>	<u>6,906</u>	<u>6,895</u>	<u>7,498</u>
<b>Cash position - Ending</b>	<u><u>7,056</u></u>	<u><u>7,022</u></u>	<u><u>7,000</u></u>	<u><u>6,960</u></u>	<u><u>6,938</u></u>	<u><u>6,906</u></u>	<u><u>6,895</u></u>	<u><u>6,875</u></u>	<u><u>6,875</u></u>

**Note 1:**

*Represents the expected collections from the reimbursement of the balance of a deposit previously made to Hydro-Québec (\$31K) and from the reimbursement of a claim made to the Company's insurance company (\$22K). Please note that the above cash flow projections exclude the collection of any additional potential sale proceeds that could be obtained from the sale of the Company's assets related to the Baie-Saint-Paul location during the period (as the Trustee and Management are, as of the time of this report, not able to accurately predict the timing of the closing of such sale or the proceed that will be obtained from such sale).*

**Note 2:**

*Represents the expected cost of Hydro-Québec and any other remaining utility suppliers of the Baie-Saint-Paul location.*

**Note 3:**

*The opening cash position includes funds held in trust with the Trustee (\$6,884K), held in trust with the Company's legal counsel (Stikeman) (\$538K), and held in the Company's operating bank account (\$115K). There were no cheques outstanding as of September 19, 2015.*



**Cover Industries Inc.**

**NOTES TO THE PROJECTED CASH FLOW STATEMENT**

**For the period from September 19, 2015 to November 13, 2015**

(Unaudited – see the Trustee’s report)

1. **PURPOSE OF THE CASH FLOW PROJECTION**

The cash flow projection was prepared on September 23, 2015, by Cover Industries Inc.’s (the “company”) management, based on financial information available at that date.

The purpose of this projection is to provide the Official Receiver with future-oriented financial information, in connection with the filing of the Notice of Intention to Make a Proposal to the creditors, in accordance with the terms of the *Bankruptcy and Insolvency Act*. Readers are cautioned that this information may not be appropriate for other purposes. The company plans to update the future-oriented financial information at the time of the filing of the proposal to the creditors.

The cash flow projection has been prepared based on assumptions that reflect the planned courses of action of the company’s management for the period from September 19, 2015 to November 13, 2015, given a set of economic conditions that, in management’s opinion, are the most probable.

Since the projection is based on assumptions regarding future events, actual results will vary from the information presented even if the hypothetical assumptions occur, and the variations may be material.

2. **GOING CONCERN**

As part of a reorganization plan, the company filed a Notice of Intention to Make a Proposal to its creditors on July 16, 2015, pursuant to the provisions of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

The present cash flow projection recognizes that the company is a going concern and intends to file a proposal to its creditors.

3. ASSUMPTIONS

**Receipts**

**Other**

Represents the expected collections from the reimbursement of the balance of a deposit previously made to Hydro-Québec (\$31K) and from the reimbursement of a claim made to the company's insurance company (\$22K).

**Disbursements**

**GST/QST reimbursement**

Represents the GST/QST payable for the month of August 2015 (and which notably includes the GST/QST collected on the sale to Novatech).

**Key employees' salaries and deductions at source**

Management's estimate based on the forecasted requirement of involvement of the remaining employees in the coming weeks (now paid as consultants and on an hourly basis).

**Insurance**

Management's estimate of insurance premium that could be payable to extend the insurance coverage of the Baie-Saint-Paul location.

**Professional fees**

Represent management's estimate of professional fees to be incurred in the course of the company's restructuring.

**Other**

Represents the expected cost of Hydro-Québec and any other remaining utility suppliers of the Baie-Saint-Paul location.

CANADA  
PROVINCE OF QUEBEC  
DISTRICT OF MONTRÉAL  
DIVISION No.: 01-Montréal  
COURT No.: 500-11-049142-157  
ESTATE No.: 41-2016258  
OFFICE No.: 937350-1000001

SUPERIOR COURT  
Commercial Division

**IN THE MATTER OF THE  
PROPOSAL OF:**

**COVER INDUSTRIES INC.**, a legal person, duly  
incorporated according to law, having a place of business at  
63 Chemin Saint-Laurent, Baie-Saint-Paul, Quebec,  
G3Z 2L5

Insolvent person

– and –

**DELOITTE RESTRUCTURING INC.**  
(Jean-Christophe Hamel, CPA, CA, CIRP, designated  
responsible person) having a place of business at  
1190 avenue des Canadiens-de-Montréal, suite 500,  
Montréal, Quebec H3B 0M7

Trustee

**REPORT ON CASH FLOW STATEMENT BY THE PERSON MAKING THE PROPOSAL**  
(Paragraphs 50(6)(c) and 50.4(2)(c) of the Act)

The management of **Cover Industries Inc.** has developed the assumptions and prepared the attached statement of projected cash flow of the Insolvent person, as of **September 23, 2015**, consisting of the period from September 19, 2015 to November 13, 2015.

The hypothetical assumptions are reasonable and consistent with the purpose of the projection described in Note 1, and the probable assumptions are suitably supported and consistent with the plans of the Insolvent person and provide a reasonable basis for the projection. All such assumptions are disclosed in Note 3.

Since the projection is based on assumptions regarding future events, actual results will vary from the information presented, and the variations may be material.

The projection has been prepared solely for the purpose described in Note 1, using a set of probable and hypothetical assumptions set out in Note 3. Consequently, readers are cautioned that it may not be appropriate for other purposes.

DATED AT MONTREAL, this 23<sup>rd</sup> day  
of September, 2015

Cover Industries Inc.



Dave Kuta



**Deloitte Restructuring Inc.**

Deloitte Tower  
1190 avenue des  
Canadiens-de-Montréal  
Suite 500  
Montréal QC H3B 0M7  
Canada

Phone: 514-393-7115  
Fax: 514-390-4103  
www.deloitte.ca

C A N A D A  
PROVINCE OF QUEBEC  
DISTRICT OF MONTRÉAL  
DIVISION No.: 01-Montréal  
COURT No.: 500-11-049142-157  
ESTATE No.: 41-2016258  
OFFICE No.: 937350-1000001

**SUPERIOR COURT**  
Commercial Division

**IN THE MATTER OF THE  
PROPOSAL OF:**

**COVER INDUSTRIES INC.**, a legal person, duly  
incorporated according to law, having a place of  
business at 63 Chemin Saint-Laurent, Baie-Saint-Paul,  
Quebec, G3Z 2L5

Insolvent person

– and –

**DELOITTE RESTRUCTURING INC.**  
(Jean-Christophe Hamel, CPA, CA, CIRP, designated  
responsible person) having a place of business at  
1190 avenue des Canadiens-de-Montréal, suite 500,  
Montréal, Quebec H3B 0M7

Trustee

**TRUSTEE'S REPORT ON CASH FLOW STATEMENT**  
(Paragraphs 50(6)(b) and 50.4(2)(b) of the Act)

To: Official Receiver  
Office of the Superintendent of Bankruptcy  
Industry Canada  
Sun Life Building  
1155 Metcalfe Street, Suite 950  
Montreal QC H3B 2V6

The attached statement of projected cash flow of Cover Industries Inc., as of the 23<sup>rd</sup> day of September, 2015, consisting of the period beginning on the 19<sup>th</sup> day of September, 2015 and ending on the 13<sup>th</sup> day of November, 2015, has been prepared by the management of the Insolvent person for the purpose described in Note 1, using the probable and hypothetical assumptions set out in Note 3.

Our review consisted of inquiries, analytical procedures, and discussions related to information supplied

to us by the management and employees of the Insolvent person. Since hypothetical assumptions need not be supported, our procedures with respect to them were limited to evaluating whether they were consistent with the purpose of the projection. We have also reviewed the support provided by management for the probable assumptions and the preparation and presentation of the projection.

Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that, in all material respects:

- a) the hypothetical assumptions are not consistent with the purpose of the projection;
- b) as at the date of this report, the probable assumptions developed by management are not suitably supported and consistent with the plans of the Insolvent person or do not provide a reasonable basis for the projection, given the hypothetical assumptions; or
- c) the projection does not reflect the probable and hypothetical assumptions.

Since the projection is based on assumptions regarding future events, actual results will vary from the information presented even if the hypothetical assumptions occur, and the variations may be material. Accordingly, we express no assurance as to whether the projection will be achieved.

The projection has been prepared solely for the purpose described in Note 1, and readers are cautioned that it may not be appropriate for other purposes.

DATED AT MONTREAL, this 23<sup>th</sup> day of  
September, 2015.

DELOITTE RESTRUCTURING INC.  
Trustee *in re*: the proposal of  
Cover Industries Inc.



Jean-Christophe Hamel, CPA, CA, CIRP